

Les personnes de minorité sexuelle sont près de trois fois plus susceptibles de subir de la victimisation avec violence que les personnes hétérosexuelles

Diffusé à 8 h 30, heure de l'Est dans *Le Quotidien*, le mercredi 9 septembre 2020

Au Canada, les personnes gaies, lesbiennes et bisexuelles et les personnes d'une autre minorité sexuelle étaient près de trois fois plus susceptibles que les personnes hétérosexuelles de déclarer avoir été victimes d'une agression physique ou sexuelle au cours des 12 mois précédant l'enquête en 2018, et plus de deux fois plus susceptibles de déclarer avoir vécu des expériences de victimisation avec violence à partir de l'âge de 15 ans. Selon une nouvelle étude, les Canadiens de minorité sexuelle étaient aussi plus de deux fois plus susceptibles que les Canadiens hétérosexuels de déclarer avoir été victimes de comportements sexuels inappropriés en public, en ligne ou au travail au cours des 12 mois précédents.

Un nouvel article de *Juristat*, intitulé « [Les expériences de victimisation avec violence et de comportements sexuels non désirés vécues par les personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles et d'une autre minorité sexuelle, et les personnes transgenres au Canada, 2018](#) », met en lumière les expériences de victimisation avec violence ainsi que d'autres expériences sexuelles non désirées en public, en ligne ou au travail chez les personnes de minorité sexuelle et les personnes transgenres au Canada. Certains résultats clés sur les expériences vécues par les Canadiens de minorité sexuelle sont aussi présentés dans une infographie qui accompagne l'article et qui s'intitule « [Expériences de violence et de comportements sexuels inappropriés vécues par les Canadiens et Canadiennes gaies, lesbiennes, bisexuels et d'une autre minorité sexuelle, 2018](#) ». Cette nouvelle étude vient s'ajouter à une série de travaux liés au [Centre des statistiques sur le genre, la diversité et l'inclusion](#) de Statistique Canada. Ces travaux visent à appuyer l'élaboration de politiques et de programmes fondés sur des données probantes en surveillant les changements et en produisant des rapports sur les questions liées au genre, à la diversité et à l'inclusion.

Bien que les données présentées aient été recueillies avant la pandémie de COVID-19, elles fournissent des renseignements utiles sur les expériences que vivent les personnes de minorité sexuelle et les personnes transgenres au Canada, plus particulièrement en cette période marquée par les mesures de distanciation physique, les perturbations économiques et la crainte de contracter le virus. Une récente enquête, menée au moyen de l'approche participative, portant sur les perceptions des Canadiens à l'égard de la sécurité pendant la pandémie de COVID-19 a permis de conclure que près du tiers (31 %) des personnes non binaires ayant répondu à l'enquête ne se sentaient pas très en sécurité ou pas du tout en sécurité lorsqu'elles marchaient seules le soir depuis le début de la pandémie. Les femmes ont déclaré ces mêmes sentiments à l'égard de la sécurité dans une proportion de 23 %, et les hommes, dans une proportion de 12 %.

Des estimations nationales des Canadiens transgenres, y compris les personnes non binaires, sont maintenant disponibles pour la première fois

Selon l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés, on estime que 1 million, ou 4 %, de Canadiens de 15 ans et plus ont déclaré être de minorité sexuelle (personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles ou ayant une orientation sexuelle autre que l'hétérosexualité) en 2018. De plus, environ 75 000, ou 0,24 %, Canadiens de 15 ans et plus ont déclaré être transgenres, ce qui comprend toute personne dont le sexe assigné à la naissance diffère de son genre actuel, y compris les personnes non binaires (dont le genre actuel n'a pas été déclaré comme étant exclusivement masculin ou féminin).

Cette enquête est la première enquête à grande échelle au Canada représentative sur le plan national dans le cadre de laquelle on utilise des normes statistiques sur le sexe à la naissance et sur le genre pour recueillir des renseignements qui facilitent l'identification et l'estimation de la population transgenre au Canada. Elle comble une importante lacune statistique en ce qui a trait aux expériences de violence fondée sur le sexe vécues par les Canadiens transgenres.



Les recherches sur le contexte et les types de violence fondée sur le sexe vécue par les Canadiens de minorité sexuelle et par les Canadiens transgenres peuvent contribuer à l'élaboration de programmes communautaires additionnels grâce auxquels il est possible de procéder à des interventions et de fournir un soutien accru en santé physique et mentale au sein de ces populations.

Les Canadiens de minorité sexuelle sont près de trois fois plus susceptibles d'avoir vécu des expériences de victimisation avec violence au cours des 12 mois précédents que les Canadiens hétérosexuels

En excluant les expériences de violence au sein des relations intimes (voir la note aux lecteurs), les Canadiens de minorité sexuelle étaient beaucoup plus susceptibles que les Canadiens hétérosexuels d'avoir été victimes d'agressions physiques ou sexuelles, tant au cours des 12 mois précédant l'enquête qu'à partir de l'âge de 15 ans.

Un peu plus de 1 Canadien de minorité sexuelle sur 10 (11 %) a déclaré avoir été victime d'une agression physique ou sexuelle au cours des 12 mois précédant l'enquête en 2018. Il s'agit d'une proportion près de trois fois plus élevée que celle observée chez les Canadiens hétérosexuels (4 %).

À partir de l'âge de 15 ans, les Canadiens de minorité sexuelle (59 %) étaient aussi beaucoup plus susceptibles que les Canadiens hétérosexuels (37 %) d'avoir été agressés physiquement ou sexuellement par une personne qui n'était pas un partenaire intime.

Les Canadiens de minorité sexuelle sont plus susceptibles que les Canadiens hétérosexuels d'être victimes de comportements inappropriés dans tous les environnements

Comparativement aux Canadiens hétérosexuels, les taux de comportements sexuels inappropriés dont sont victimes les Canadiens de minorité sexuelle dans leur vie quotidienne — en public, en ligne et au travail — sont disproportionnellement plus élevés. Quel que soit l'environnement, les Canadiens de minorité sexuelle étaient au moins deux fois plus susceptibles d'être victimes de comportements inappropriés que les Canadiens hétérosexuels.

Par exemple, plus de la moitié (57 %) des Canadiens de minorité sexuelle ont déclaré avoir été victimes d'un comportement sexuel inapproprié en public au cours des 12 mois précédents; il s'agit de plus du double de la proportion de Canadiens hétérosexuels (22 %) ayant déclaré avoir été victimes de ce type de comportement. Lorsqu'on se penche sur les comportements particuliers subis en public, les Canadiens de minorité sexuelle (36 %) ont le plus souvent déclaré avoir fait l'objet d'attentions sexuelles non désirées, comme des commentaires, des gestes, du langage corporel, des sifflements ou des interpellations, comparativement aux Canadiens hétérosexuels (15 %).

Comme pour les comportements inappropriés en public, les Canadiens de minorité sexuelle (37 %) étaient plus de deux fois plus susceptibles de déclarer avoir subi des comportements sexuels inappropriés en ligne que les Canadiens hétérosexuels (15 %), et deux fois plus susceptibles de déclarer avoir subi des comportements inappropriés au travail (44 % par rapport à 22 %).

Le comportement le plus couramment subi en ligne par les Canadiens de minorité sexuelle était l'envoi d'images ou de messages sexuellement suggestifs ou explicites non désirés (24 %). Chez les Canadiens hétérosexuels, le comportement le plus souvent subi en ligne était l'envoi de messages menaçants ou agressifs qui leur étaient directement destinés (8 %).

Au travail, les comportements non désirés les plus couramment subis par les Canadiens de minorité sexuelle et par les Canadiens hétérosexuels étaient les blagues à caractère sexuel inappropriées et les attentions sexuelles non désirées. Cependant, les Canadiens de minorité sexuelle étaient près de deux fois plus susceptibles de subir des blagues à caractère sexuel inappropriées (27 %) que les Canadiens hétérosexuels (14 %), et plus de deux fois plus susceptibles de faire l'objet d'attentions sexuelles non désirées (23 % par rapport à 9 %).

Les personnes de minorité sexuelle victimes de mauvais traitements sont plus susceptibles de faire usage de drogues ou de consommer de l'alcool comme mécanisme d'adaptation

La consommation d'alcool et l'usage de drogues sont souvent liés à des expériences de mauvais traitements ou de violence, et ils sont parfois utilisés comme méthode pour faire face aux traumatismes psychologiques causés par ces expériences.

En 2018, près de 3 victimes de minorité sexuelle sur 10 (29 %) ont déclaré avoir fait usage de drogues ou avoir consommé de l'alcool au cours des 12 mois précédents pour faire face aux mauvais traitements ou à la violence qu'elles ont subis dans leur vie, ce qui représente près du triple de la proportion observée chez les victimes hétérosexuelles (10 %). En général, d'autres comportements à risque pour la santé, comme la consommation excessive d'alcool, la consommation de cannabis à des fins non médicales et la consommation de drogues non prescrites, étaient aussi plus fréquents chez les Canadiens de minorité sexuelle que chez les Canadiens hétérosexuels.

Le tiers des Canadiens de minorité sexuelle qualifient leur santé mentale comme passable ou mauvaise

Bien que les données de l'enquête ne puissent être utilisées pour établir un lien de causalité entre les expériences de victimisation et la santé mentale, les Canadiens de minorité sexuelle (32 %) étaient près de trois fois plus nombreux à déclarer que leur santé mentale était passable ou mauvaise que les Canadiens hétérosexuels (11 %) en 2018. Les Canadiens de minorité sexuelle (40 %) étaient aussi près de trois fois plus susceptibles que les Canadiens hétérosexuels (15 %) d'avoir sérieusement songé à se suicider au cours de leur vie.

Les Canadiens transgenres sont plus susceptibles que les Canadiens non transgenres de subir des expériences de victimisation avec violence et des comportements sexuels non désirés

À l'instar des Canadiens de minorité sexuelle et comparativement aux Canadiens hétérosexuels, les Canadiens transgenres étaient plus susceptibles que les Canadiens non transgenres (cisgenres) de déclarer avoir été victimes de victimisation avec violence à partir de l'âge de 15 ans. Ils étaient aussi plus susceptibles que les Canadiens non transgenres de déclarer avoir subi des comportements sexuels inappropriés dans toutes les situations visées par l'enquête — en public, en ligne et au travail.

Alors que les Canadiens transgenres et non transgenres étaient tout aussi susceptibles les uns que les autres d'avoir consommé de l'alcool de façon excessive, les victimes transgenres étaient plus susceptibles que les victimes non transgenres de déclarer avoir consommé des drogues ou de l'alcool pour faire face aux expériences de mauvais traitements ou de violence qu'elles ont vécues au cours de leur vie. Les Canadiens transgenres étaient aussi plus susceptibles que les Canadiens non transgenres de déclarer avoir une santé mentale passable ou mauvaise et des idées suicidaires.

Note aux lecteurs

Cette diffusion est fondée sur les résultats de l'Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés (ESEPP) de 2018, dans le cadre de laquelle on posait des questions aux Canadiens à propos de leurs expériences de victimisation avec violence et d'autres expériences sexuelles non désirées en public, en ligne ou au travail.

En 2018, l'ESEPP a été élaborée dans le cadre de la stratégie *Il est temps : la Stratégie du Canada pour prévenir et contrer la violence fondée sur le sexe*. L'enquête a permis de mesurer cinq dimensions possibles de la violence fondée sur le sexe : les comportements sexuels non désirés en public, les comportements sexuels non désirés en ligne, les comportements sexuels non désirés en milieu de travail ainsi que les agressions sexuelles et physiques — désignées collectivement dans la présente diffusion comme la victimisation avec violence.

La violence fondée sur le sexe se définit comme un acte de violence commis contre une personne en raison de son identité de genre, de son expression de genre ou de son genre présumé, et englobe un vaste éventail de comportements qui n'atteignent pas tous le seuil de la criminalité. Même si les comportements sexuels inappropriés ne sont pas tous criminels au sens de la loi, ils peuvent amener les Canadiens à se sentir menacés, mal à l'aise et comme n'étant pas les bienvenus dans divers environnements, et ils peuvent avoir des répercussions sur leur bien-être physique et mental.

Il est impossible d'obtenir des renseignements fiables sur le genre, la diversité et l'inclusion au Canada sans normes statistiques solides qui définissent clairement les concepts mesurés. Statistique Canada, en tant qu'organisme national de statistique, joue un rôle de premier plan en veillant à ce que des normes statistiques solides soient élaborées et adoptées dans le cadre du système statistique national.

Dans le cadre de l'enquête, de nouvelles normes statistiques sur le sexe à la naissance et le genre ont été utilisées. Ces questions ont permis de cerner et d'analyser, pour la première fois, les expériences vécues par la population transgenre au Canada.

Transgenres : Désigne les personnes dont le sexe assigné à la naissance diffère de leur genre actuel, y compris les personnes non binaires, c'est-à-dire dont le genre actuel n'a pas été déclaré comme étant exclusivement masculin ou féminin.

Qu'une personne soit transgenre ou non transgenre n'a aucun lien avec son orientation sexuelle. Les personnes transgenres, tout comme les personnes non transgenres, peuvent être hétérosexuelles ou de minorité sexuelle (gais, lesbiennes, bisexuelles ou ayant une orientation sexuelle autre que l'hétérosexualité).

De minorité sexuelle : Désigne les personnes transgenres et non transgenres (cisgenres) qui sont gais, lesbiennes, bisexuelles, pansexuelles, bispirituelles, asexuelles ou qui ont une orientation sexuelle autre que l'hétérosexualité.

En raison de la petite taille de l'échantillon, aucune estimation précise de la population transgenre et de ses expériences n'est présentée dans cette diffusion ou dans l'article de Juristat qui l'accompagne. Veuillez consulter les intervalles de confiance fournis dans les tableaux pour mieux comprendre les expériences vécues par les Canadiens transgenres. En ce qui a trait à la qualité des estimations, les limites inférieure et supérieure des intervalles de confiance sont présentées. Les intervalles de confiance doivent être interprétés de la façon suivante : si l'enquête devait être répétée à de nombreuses reprises, 95 % du temps (ou 19 fois sur 20), l'intervalle de confiance couvrirait la valeur de la population réelle.

La présente diffusion exclut les agressions physiques et sexuelles commises au sein d'une relation avec un partenaire intime, qui seront déclarées ultérieurement.

Pour obtenir des renseignements sur la méthodologie de l'enquête, veuillez consulter : [Enquête sur la sécurité dans les espaces publics et privés](#).

Définitions, source de données et méthodes : numéro d'enquête 5256.

L'article de *Juristat* « [Les expériences de victimisation avec violence et de comportements sexuels non désirés vécues par les personnes gaies, lesbiennes, bisexuelles et d'une autre minorité sexuelle, et les personnes transgenres au Canada, 2018](#) » ([85-002-X](#)) est maintenant accessible.

L'infographie intitulée « [Expériences de violence et de comportements sexuels inappropriés vécues par les Canadiens et Canadiennes gaies, lesbiennes, bisexuels et d'une autre minorité sexuelle, 2018](#) », qui fait partie de la collection *Statistique Canada — Infographies* ([11-627-M](#)), est également diffusée aujourd'hui.

Pour obtenir plus de renseignements ou pour en savoir davantage sur les concepts, les méthodes et la qualité des données, veuillez communiquer avec nous au 514-283-8300 ou composer sans frais le 1-800-263-1136 (STATCAN.infostats-infostats.STATCAN@canada.ca), ou veuillez communiquer avec les Relations avec les médias au 613-951-4636 (STATCAN.mediahotline-ligneinfomedias.STATCAN@canada.ca).